

COMMUNIQUÉ

Canadian Union of Postal Workers
Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes

377 rue Bank st. Ottawa K2P 1Y3 (613) 236-7238 (613) 563-7861 (fax)

Malgré tout le lobby des grandes banques, la mise sur pied d'une banque postale demeure un enjeu des négociations, affirme le STTP

Pour diffusion immédiate

Le 13 juillet 2016

OTTAWA - Dans le cadre des négociations entre le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) et Postes Canada, l'équité salariale et le régime de retraite font les manchettes, mais le STTP tient à souligner que d'autres dossiers sont aussi sur la table de négociation, dont la mise sur pied d'une banque postale, une idée que le lobby des grandes banques vient tout juste de rejeter.

« Nous ne sommes pas étonnés d'apprendre que les grandes banques s'opposent à l'idée d'une banque publique, elles qui ont récolté des profits de 35 milliards \$ l'an dernier en exigeant des frais de service parmi les plus élevés au monde », affirme Mike Palecek, président du STTP.

En plus de faire de cette question un enjeu des négociations, le STTP, de concert avec l'Association canadienne des maîtres de poste et adjoints (ACMPA), milite activement pour le retour de services bancaires postaux comme moyen d'accroître les revenus de la société d'État et d'offrir à la population de nouveaux services.

« Les bureaux de poste pourraient très bien fonctionner à la manière de succursales bancaires, comme ils l'ont fait dans le passé. D'ailleurs, on peut toujours y faire certaines transactions financières, par exemple les mandats-poste », soutient Mike Palecek.

« Si Loblaws et Canadian Tire fournissent des services bancaires, alors pourquoi Postes Canada ne pourrait-elle pas en faire autant? Postes Canada est présente dans l'ensemble du pays. »

Contrairement à ce que prétend le lobby des grandes banques, selon qui la population du Canada est déjà « bien desservie » par les grandes banques, Mike Palecek souligne une étude récente de John Anderson et du Centre canadien de politiques alternatives selon laquelle les grandes banques ferment des succursales dans de nombreuses régions du pays, alors que des millions de personnes n'ont pas accès à des services bancaires ou doivent se tourner vers les prêteurs sur salaire et d'autres institutions financières parallèles aux taux d'intérêt usuraires.

Bien des pays, dont la Suisse, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni et la France, sont dotés d'une banque postale qui connaît un franc succès. Pendant quatre ans, Postes Canada a mené une étude sur la prestation de services bancaires, étude qu'elle refuse de rendre publique, et ce, malgré le fait qu'une version grandement caviardée de cette étude, obtenue grâce à la *Loi d'accès à l'information*, indique que la prestation de services bancaires serait une solution gagnante sur toute la ligne.

« Dans le cadre de l'actuelle ronde de négociation et de l'examen public de Postes Canada, nous allons continuer de faire pression en faveur de l'amélioration des services pour l'ensemble de la population », déclare Mike Palecek.

-30-

Information : Aalya Ahmad, 613-327-1177 ou aahmad@cupw-sttp.org.